

## Journées d'échanges sur « le français, porteur de diversité culturelle, à partir de la société civile » organisé en marge du XII<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie - Québec 2008

Du 13 au 15 octobre 2008, Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc. a organisé, à Québec, les journées d'échanges sur « Le français, porteur de diversité culturelle, à partir de la société civile ». Ces journées d'échanges ont bénéficié du soutien financier du ministère Patrimoine canadien dans le cadre du programme de mise en valeur des langues officielles en marge du « Sommet de la Francophonie ». Ce projet a également été soutenu par le SAIC (Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes) dans le cadre de la politique « L'Avenir en français » qui met l'accent sur le rapprochement entre le Québec et les communautés acadiennes et francophones.

Au terme de ces journées d'échanges les participants ont produit la déclaration suivante qui met en lumière les résultats auxquels ils sont arrivés. Tout d'abord, ils ont fait état de leurs constats sur la place du français et leur rôle d'acteur dans la société civile. Ensuite, ils ont mis en exergue l'importance de la diversité culturelle et dégagé les voies et moyens de faciliter l'intégration des immigrants francophones. Enfin, ils ont pris des engagements pour développer davantage de partenariats entre leurs organismes respectifs, et ils ont émis des recommandations à l'endroit des trois niveaux de la francophonie (internationale, canadienne et provinciale).

### Déclaration commune

Venant de 18 organisations non gouvernementales (ONG) de la francophonie canadienne, de toutes les provinces du Canada et des Territoires du Nord-Ouest, les participants aux journées d'échanges sur « Le français, porteur de diversité culturelle, à partir de la société civile » organisées par Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc. du 13 au 15 octobre 2008, à Québec :

- affirment leur volonté de prendre la parole en qualité d'acteurs de la société pour construire des nouveaux ponts vers une francophonie d'avenir inclusive, respectueuse, solidaire et ouverte sur le monde;
- se rappellent qu'à l'origine le fait français en Amérique a permis de créer des liens avec des autochtones et plusieurs communautés allophones et que la présence des francophones constitue une réussite qui ouvre sur la modernité;
- considèrent qu'une présence francophone forte permet d'attirer des alliés susceptibles d'enrichir la société;
- saluent les luttes acharnées menées par le peuple acadien, la nation québécoise et les communautés francophones du Canada pour assurer la vitalité de la langue et de la culture française au Canada;
- constatent que la francophonie actuelle est une réalité plurielle et multidimensionnelle qui s'enrichit des apports du passé et de l'immigration;
- affirment leur leadership et conviennent de stratégies pour accueillir, intégrer et retenir les immigrants et assurer leur intégration avec des citoyens (jeunes et moins jeunes) ouverts sur le monde;
- mettent l'accent sur l'importance de l'identité culturelle pour toute communauté qui souhaite s'engager dans un dialogue interculturel mutuellement bénéfique;
- réaffirment que la diversité culturelle au sein de l'espace francophone canadien est une richesse dans une société pluraliste et ouverte sur le monde.

#### Fortes de ces considérations, les organisations conjointement :

- décident d'accroître leur concertation par des actions concrètes autour des thématiques évoquées durant les « journées d'échanges » grâce à des partenariats bilatéraux ou multilatéraux ou au sein des organisations porte-parole (SNA, FCFA et autres);
- se proposent de mettre en œuvre des initiatives d'échanges, notamment de jeunes, d'élèves et d'étudiants, entre les provinces;
- s'engagent à organiser des événements annuels dans toutes les régions pour valoriser la diversité culturelle dans la francophonie canadienne.

#### Aux responsables de la francophonie internationale, les participants :

- demandent une réaffirmation plus ferme du français comme langue internationale dans les instances internationales de la francophonie et les rencontres internationales (jeux olympiques, organismes internationaux);
- demandent que ces responsables se donnent un code de déontologie pour faire respecter l'usage du français dans les instances internationales (ex. jeux olympiques de Vancouver);

- demandent un soutien pour la réalisation de projets conjoints entre organisations non gouvernementales francophones;
- félicitent le Québec et la France pour l'entente sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance mutuelle des diplômes et exhortent les autres provinces et territoires du Canada et pays de la francophonie internationale à s'inspirer de ce modèle.

#### Au gouvernement canadien, les participants :

- exigent que la contribution sociale des communautés francophones soit reconnue, valorisée et appuyée;
- demandent des ressources pour soutenir des actions à l'international pour le rayonnement de la francophonie canadienne;
- recommandent que tout immigrant provenant d'un pays membre de la francophonie soit considéré à priori comme francophone;
- réclament une politique claire en matière d'immigration francophone pour s'assurer que l'immigration au Canada contribue au développement des communautés acadiennes et francophones;
- exigent la présence du peuple acadien et des autres communautés francophones canadiennes aux sommets de la francophonie;
- exigent le rétablissement du volet « droits à l'égalité » du programme de contestation judiciaire;
- demandent d'accroître l'efficacité des programmes de soutien à l'immigration grâce à des ententes avec les communautés acadiennes et francophones;
- demandent au gouvernement fédéral de doter les communautés acadiennes et francophones des ressources nécessaires pour soutenir les politiques d'immigration francophone.

#### Aux gouvernements provinciaux et territoriaux, les participants :

- expriment leur intérêt pour que l'entente (entre le Québec et la France) sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance mutuelle des diplômes s'étendent sur l'ensemble du Canada afin de faciliter l'intégration économique des immigrants par des actions concrètes;
- demandent que ces gouvernements développent des stratégies d'appui au développement économique et à l'entrepreneuriat immigrant;
- réclament une politique claire en matière d'immigration francophone pour s'assurer que cette immigration contribue au développement des communautés acadiennes et francophones;
- demandent aux gouvernements de doter les communautés acadiennes et francophones de ressources nécessaires pour soutenir les politiques d'immigration francophone;
- demandent de donner aux communautés acadiennes et francophones la responsabilité de l'accueil et de l'intégration des immigrants francophones sur leurs territoires;
- demandent des actions concrètes pour assurer l'intégration économique des immigrants (ex. collaboration avec des ordres professionnels).

### Organisations participantes

Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.

L'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF)

L'Association canadienne française d'éducation de langue française (ACELF)

L'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA)

L'Association francophone de Brooks (AFB)

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO)

L'Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society (AJFAS)

L'Alliance des radios communautaires du Canada (ARC du Canada)

La Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE)

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)

La Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)

La Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard (FCÎPÉ)

La Fédération des francophones de la Colombie-Britannique (FFCB)

La Fédération Franco-TéNOise (FFT)

La Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL)

La Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick (SAANB)

La Société franco-manitobaine (SFM)

La Société Nationale de l'Acadie (SNA)